

CONFIDENTIEL DIPLOMATIE

CXI/GTD

=5-DL CONFIDENTIEL DIPLO  
 .3DAM  
 .CMB PR3 PR4 2STR CM4 PR5

789 SUP / 12,

TD KAMPALA 650

LE 25 NOVEMBRE 1991  
 FRON LE 25/11/91 A 11H12

URGENT

CHIFFRE CONFIDENTIEL DIPLOMATIE

NB : DISTRIBUTION LIMITEE

AD DIPLOMATIE 650

RT KIGALI

NB : A LA DEMANDE DE C. BOIVINEAU (DAM)

TXT

TXT

- DAM -

OBJET : CONTACTS AVEC DES REPRESENTANTS DU R.P.F.  
 DEMANDE D'ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DES AFFAIRES  
 AFRICAINES ET MALGACHES.

DES CONVERSATIONS QUE J'AI EUES RESPECTIVEMENT, LE 19 ET LE 23  
 NOVEMBRE, AVEC M. PASTEUR BIZIMUNGU ET M. TITUS RUTAREMARA, JE RETIENS  
 LES ELEMENTS SUIVANTS :

1 - LES DIRIGEANTS NE CACHENT PAS QU'ILS ONT ETE DECUS PAR NOTRE  
 ATTITUDE AU COURS DE LA PREPARATION ET DE LA TENUE DES NEGOCIATIONS  
 RWANDA/RPF QUI ONT EU LIEU EN OCTOBRE DERNIER, A PARIS, SOUS NOTRE  
 EGIDE. TOUT D'ABORD. ILS NOUS REPROCHENT DE 'NOUS ETRE PRETES AU JEU'  
 DU GOUVERNEMENT RWANDAIS AU COURS DES TRACTATIONS CONCERNANT LA  
 COMPOSITION DE LA DELEGATION DU R.P.F. DE TOUTE EVIDENCE, KIGALI NE  
 VOULAIT TRAITER QU'AVEC LE MAJOR KAGAME. FALLAIT  
 - IL, POUR AUTANT, QUE LA FRANCE EPOUSE CE POINT DE VUE ? LE FRONT  
 N'AVAIT - IL PAS LE DROIT DE SE FAIRE REPRESENTER PAR SON PRESIDENT ?  
 .../...

❖PAGE DEUX

2 - LE FRONT CONTESTE ENSUITE L'ANALYSE DE LA SITUATION RWANDAISE  
 QUE NOUS AURIONS PRESENTEE PENDANT LES POURPARLERS :

- LES CHANGEMENTS POLITIQUES EN COURS N'ONT ETE OBTENUS QUE SOUS  
 LA PRESSION DES ARMES. EN AUCUNE MANIERE, ILS NE TRADUISENT UNE REELLE  
 VOLONTE DE DEMOCRATISATION DU PAYS. LE REGIME 'DICTATORIAL' DU  
 PRESIDENT HABYARIMANA N'A NULLEMENT CHANGE DE NATURE AU MOTIF QU'IL A  
 FAIT ADOPTER QUELQUES TEXTES LEGISLATIFS QUI SONT AUTANT DE FAUX -  
 SEMBLANTS ET DE PIEGES. LA LETTRE COMMUNE EN 12 PAGES PAR LAQUELLE LES  
 TROIS PARTIS, M.D.R., P.S.D. ET PARTI LIBERAL ONT ACCUEILLI ET REJETE LA  
 DERNIERE PROPOSITION DU PRESIDENT HABYARIMANA AU SUJET D'UN GOUVERNEMENT  
 D'UNION NATIONALE EN TEMOIGNE. CETTE LETTRE DEMANDE AU GOUVERNEMENT DES  
 'PROPOSITIONS DE PAIX REALISTES'. LE FRONT NE PEUT DONC ADMETTRE  
 L'AFFIRMATION SELON LAQUELLE UN 'PROCESSUS DEMOCRATIQUE' EST EN COURS  
 ., IL SOULIGNE LA POURSUITE DE LA PRATIQUE DES MEURTRES POLITIQUES (CF.  
 LE FRERE DU PRESIDENT DU PARTI LIBERAL) ET LES MENACES CONTRE LES  
 JOURNALISTES QUI, SELON LE GOUVERNEMENT, 'FONT LE JEU DU R.P.F.'.

- LE FRONT N'ACCEPTÉ PAS D'ETRE CONSIDERE COMME LE REPRESENTANT  
 D'UNE MINORITE 'ETHNIQUE'. IL ADMETTRAIT EVENTUELLEMENT QU'ON VOIT EN  
 LUI 'UNE MINORITE IDEOLOGIQUE'. SES DIRIGEANTS SOULIGNENT QUE LE  
 MOUVEMENT EST PLURI - ETHNIQUE DANS SA COMPOSITION (SURTOUT DEPUIS QU'IL  
 A RECU LES RENFORTS DE RWANDAIS REFUGIES AU BURUNDI, EN TANZANIE, AU  
 ZAIRE ET QU'IL RECRUTE AU RWANDA MEME) ET QU'A AUCUN MOMENT, IL NE S'EST  
 FAIT LE DEFENSEUR DES INTERET D'UNE ETHNIE EN PARTICULIER. SON OBJECTIF

14' XX

78

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

EST LA CHUTE DU REGIME D'HABYARIMANA ET SON REMPLACEMENT PAR UN SYSTEME DEMOCRATIQUE ET PLURIPARTITE. LE FRONT NOUS REPROCHE DONC DE REPRENDRE, A NOTRE COMPTE, LA FACON DONT LE GOUVERNEMENT RWANDAIS PRESENTE LES CHOSES POUR SUSCITER LA HAINE INTER - ETHNIQUE COMME L'AVAIENT DEJA FAIT LES BELGES DU TEMPS DE LA COLONISATION.

.../...  
PAGE TROIS

3 - LE FRONT OBSERVE QUE CE N'EST PAS LUI QUI, LE PREMIER, A VIOLE L'ENGAGEMENT DE TENIR CONFIDENTIELLES LES NEGOCIATIONS DE PARIS. DES LE 22 OCTOBRE, LE MINISTRE RWANDAIS DE LA SECURITE A DECLARE QUE 'LA GUERRE ALLAIT SE TERMINER PARCE QUE LE FRONT AVAIT ACCEPTE CERTAINES CONDITIONS ...'. DES SON RETOUR DE PARIS, LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES S'EST RENDU A RUHENGARI ET A KIBUYE OU IL A PUBLIQUEMENT EXPOSE LE CONTENU DES NEGOCIATIONS. LE FRONT, POUR SA PART, S'IL A BIEN FAIT ALLUSION A LA RENCONTRE DE PARIS, N'A RIEN REVELE DE LA SUBSTANCE DES CONVERSATIONS.

4 - TOUJOURS SELON MES INTERLOCUTEURS, QUELQUES JOURS AVANT LA REUNION DE PARIS, LE MINISTRE RWANDAIS DES AFFAIRES ETRANGERES ETAIT ALLE VOIR LE MARECHAL MOBUTU POUR LUI DEMANDER DE RECONVOQUER LES NEGOCIATIONS. PUIS IL S'ETAIT RENDU AUPRES DU PRESIDENT DE L'O.U.A. POUR OBTENIR LA CONSTITUTION D'UNE FORCE DE MAINTIEN DE LA PAIX. PAR LA SUITE, LE GOUVERNEMENT RWANDAIS, ESPERANT L'ABSENCE PENDANT QUELQUE TEMPS DU MAJOR KAGAME, AVAIT PREPARE UNE VASTE OFFENSIVE CONTRE LES POSITIONS DU R.P.F., ET ACTUELLEMENT, C'ETAIT LE RWANDA QUI DEMANDAIT AUX NIGERIANS DE RETARDER L'ENVOI DU GROUPE D'OBSERVATEURS PENDANT LES ATTAQUES MASSIVES QU'ILS MENAIENT CONTRE LE FRONT.

5 - M. TITUS RUTAREMARA, COORDINATEUR DU MOUVEMENT ET MEMBRE DU COMITE EXECUTIF, M'A REDIT, CE MATIN 23 NOVEMBRE LE SOUHAI T DU R.P.F. DE L'ENVOYER RAPIDEMENT A PARIS POUR QU'IL SOIT RECU PAR LE DIRECTEUR DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES AINSI QUE LE SOUS - DIRECTEUR D'AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE. LE FRONT EST CONVAINCU D'AVOIR ETE MAL COMPRIS OU DE NOUS AVOIR INSUFFISAMMENT, PAR MANQUE DE TEMPS, EXPLIQUE BILATERALEMENT SES POSITIONS, CE QUI, SELON SES VUES, NOUS A CONDUIT A ADOPTER DES ATTITUDES QUI NE SONT PAS CELLES D'UNE PUISSANCE QUI SOUHAITE JOUER UN ROLE DE MEDIATION. .../...

PAGE QUATRE

+ +  
+

TOUT EN M'ABSTENANT DE ME PRONONCER SUR LES NEGOCIATIONS DE PARIS DONT JE NE CONNAIS PAS LE DETAIL, FORCE EST DE CONSTATER QUE LE R.P.F. ESTIME QUE, PAR MANQUE D'INFORMATIONS NOUS Y AVONS FAIT LA PART TROP BELLE AUX POINTS DE VUE DE KIGALI. IL SE MONTRE TRES CHOQUE NOTAMMENT, PAR LA REFERENCE ETHNIQUE. IL SOUHAITE DONC OBTENIR UNE NOUVELLE OCCASION DE NOUS INFORMER DE SON ANALYSE ET DE SES OBJECTIF PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN DE SES MEMBRES QUI NE FAISAIT PAS PARTIE DE LA DELEGATION DU R.P.F. JE NE PEUX QU'APPUYER TRES FORTEMENT L'IDEE D'UN NOUVEAU ET RAPIDE CONTACT BILATERAL AVEC LE RPF. DANS UN DELAI SUFFISANT TOUTEFOIS (RESERVATION D'AVION, VISA ...) POUR PERMETTRE A M. RUTAREMARA DE PREPARER SON VOYAGE, SOIT PAR EXEMPLE DANS LA SEMAINE COMMENCANT LE 2 DECEMBRE.

JE SERAIS TRES RECONNAISSANT AU DEPARTEMENT DE BIEN VOULOIR ME FAIRE PART DE SA REPONSE ET DE LA DATE EVENTUELLEMENT RETENUE. 251100./.

GERARD

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES